



TOME II

DERRIÈRE LES MOTS...

Sens et détournements des mots

TOME II



Alors que l'on assiste à une banalisation du racisme, que ce soit dans le discours politique, médiatique ou dans les politiques publiques, la démarche des habitants de Surieux est bien de décrypter les formes de racisme véhiculées par les mots en cherchant à les définir afin de se réapproprier cette parole publique.

Ces mots, choisis par les habitants, sont le reflet tant du racisme latent et insidieux qui traverse notre société, que des inégalités économiques, mais aussi de l'expression citoyenne face à ces indignations. Cette deuxième édition du lexique est ainsi plus proche des préoccupations des habitants dans leur vie de tous les jours et pose la question du vivre-ensemble quand la mécanique de la division est actionnée.

Table des matières

La société

Manipulation	02
Universalité	03
Violence	04
Pouvoir	05
Communautarisme	06
Laïcité	07

La réalité sociale

Inégalité(s)	08
Injustice	09
Racisme	10
Expulsion	11
Pauvreté	12
Argent	13
Consommation	14

Les contre-pouvoirs

Liberté d'expression	15
Résistance	16
Mouvement	17
Révolte	18
Solidarité	19

Manipulation

Du latin manipulus, poignée, de manus, main. Action ou manière de manipuler un objet, un appareil ; maniemment. Manœuvre destinée à tromper.

La manipulation est une stratégie destinée à orienter des actions, pensées ou sentiments. Réprimée par la morale, elle peut être exercée par une ou plusieurs personnes dans une perspective de contrôle. La manipulation se retrouve dans le domaine politique, médiatique, publicitaire, professionnel, familial, religieux ou dans les sectes. D'un point de vue psychologique, la manipulation mentale recherche la prise de contrôle de l'esprit afin que les victimes adoptent un certain comportement, sans avoir conscience d'être manipulées et orientées dans leurs choix.

La manipulation repose sur des méthodes largement employées par le monde politique pour justifier des mesures et orienter le débat public vers des sujets pré-établis. Ces méthodes sont les suivantes : la diversion avec la création d'un problème majeur, faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion, la répétition d'un problème, s'adresser au peuple d'une manière infantilisée, maintenir le public dans l'ignorance et remplacer la révolte par la culpabilité.

Par exemple, c'est à partir du 14^{ème} siècle, au début de la traite des noirs entre l'Europe et l'Amérique, que le racisme anti-noir se développe avec la propagation d'un ensemble de représentations pour justifier leur exploitation en les assimilant à une sous-espèce. Le racisme repose sur la manipulation. En effet, c'est à travers la construction d'une race inférieure que le génocide des tutsi, des juifs, l'esclavage des noirs, l'apartheid... ont pu avoir lieu.

La manipulation peut aussi prendre la forme d'un débat programmé par les pouvoirs publics.

Pour quelles raisons orienter le débat public sur la burqa ou la compatibilité de l'islam avec la laïcité ? Alors que la précarité augmente, n'est ce pas une manière d'occulter la question sociale et de stigmatiser une partie de la population ?

Paroles d'habitants : Tout vient d'en haut, tout est déjà joué et calculé.



- Mouloud... J'ai vu ta femme avec le loup !

Universalité

Universalité : Caractère de ce qui est universel ou considéré sous un aspect de généralité universelle. Universalité d'un terme, d'un jugement, d'une vérité. Caractère d'un esprit universel « L'universalité de Voltaire ». 1. Caractère de ce qui concerne la totalité des hommes, de ce qui s'étend à tout le globe. 2. Ensemble, totalité. L'universalité des choses. 3. Ensemble de biens ou de dettes, considérées comme formant un tout soumis à des règles particulières. 4. Fond (de commerce) patrimoine.

Universalité signifie « pour tous les hommes et pour tout homme », universalité donc dans l'espace, dans le temps et dans toutes les dimensions de l'humain.
Dictionnaire des sciences humaines

Le philosophe E. Lévinas a exprimé de manière précise ce que signifie l'universalité : les droits de l'homme manifestent « l'unicité ou l'absolu de la personne malgré son appartenance au genre humain ou à cause de cette appartenance ».

Toutes les traditions culturelles religieuses ou philosophiques de l'Islam au judaïsme, du christianisme à la philosophie chinoise, octroient à l'homme une dignité spécifique.

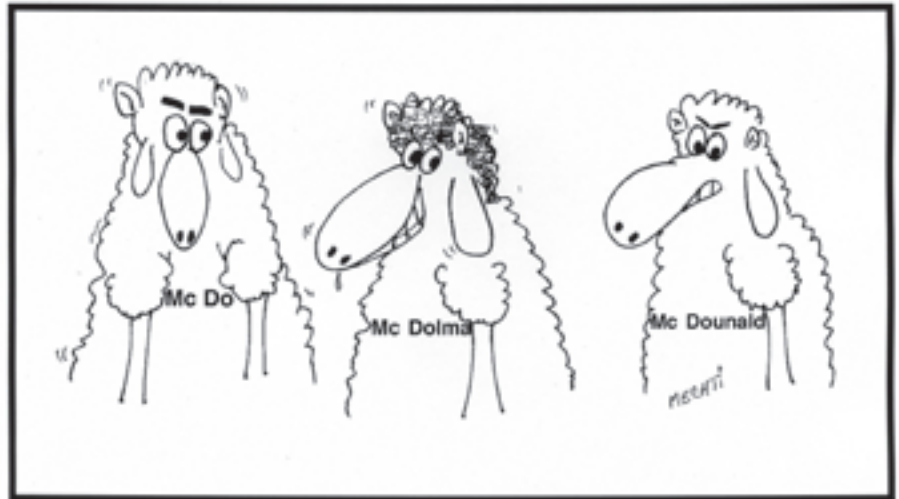
L'article premier de la déclaration universelle des droits de l'homme précise :

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits, Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

Et l'article 29 souligne les « devoirs de l'individu envers la communauté » .

« Nègre je suis, nègre je resterai...Mais Senghor et moi, nous nous sommes toujours gardés de tomber dans le racisme noir ». « Aucun de nous n'est en marge de la culture universelle, elle existe, elle est là et elle peut nous enrichir, elle peut aussi nous perdre, c'est à chacun de faire le travail ».

(Aimé Césaire)



Violence

Le mot violence vient du latin : *violenta*, de *violare* : traiter avec violence, faire violence et dérive de *vis* : force, violence.

On définit la violence comme l'atteinte à l'intégrité physique, morale et psychique de l'autre ou des autres. La violence, qu'elle soit morale ou psychique, peut avoir différents niveaux de gravité et différents objets.

Est considérée comme de la violence morale toute atteinte portée à la personne humaine, soit de la personne sur elle-même, soit sur celle d'autrui, soit d'une autre sur elle, ce qui vaut donc pour tous les individus les uns à l'égard des autres et tous les groupes humains, petits ou grands, les uns envers les autres.

Les mots en eux-mêmes peuvent être très violents : il ne faut pas nier la violence des mots et les mots de la violence. Le processus du racisme, par exemple, implique une vraie violence symbolique de dépréciation identitaire au langage outrageant. Comme l'explique Taguieff, « Le propre du racisme est de fabriquer ainsi des « indésirables » des « in-civilisables », des « irrécupérables », des « inassimilables », bref des hommes en trop ou des sous-hommes ».

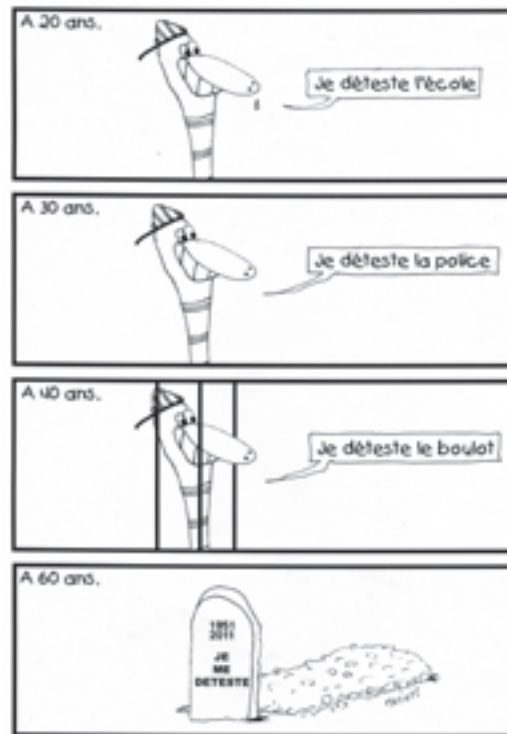
La violence est aussi une force non contenue dont on use contre le droit commun, contre les lois, contre la liberté publique. En droit civil français, la violence est une contrainte exercée sur une personne en vue d'obtenir de celle-ci un consentement forcé.

À l'inverse, la non-violence est un mode de résistance active sans violence qui s'appuie sur les forces de l'âme et qui est d'abord victorieuse sur soi, puis amour d'autrui sans différence. Des personnalités telles que Gandhi, Tolstoï, D. Thoreau ou Lanza del Vasto s'en sont fait les émissaires dans des contextes difficiles où la non-violence a permis des avancées : décolonisation de l'Inde, lutte contre l'esclavage ou la guerre d'Algérie, etc.

« La religion de la non-violence n'est pas seulement pour les saints, elle est pour le commun des hommes. C'est la loi de notre espèce, comme la violence est la loi de la brute. La dignité de l'homme veut une loi plus haute : la force de l'esprit ».

(Gandhi)

Paroles d'habitants : Pourquoi toute cette violence ? Toutes les infos sont négatives, les médias nous relayent beaucoup de violence.



Pouvoir

Expulsion, Révolte, Injustice, Pauvreté, Manipulation, Un, Personnalité, Résistance, Mouvements, Racisme, Liberté d'expression, Inégalité(s), Laïcité, Communautarisme, Argent, Solidarité, Violence, Consommation

Capacité de mettre des choses en mouvement, de les posséder et de les contrôler.

Le pouvoir s'exerce dans plusieurs champs.

En psychologie, il est synonyme de « faculté », qui désigne une force propre aux individus qui leur confère une capacité effective (ex : le pouvoir de l'imagination, de l'attention, etc...) ou de « volonté », le principe intérieur qui donne la puissance d'agir.

En droit, le pouvoir est à celui qui possède officiellement un droit ou qui le confère à une tierce personne (ex : bon pour pouvoir, un fondé de pouvoir)

Dans le champ social et politique, il s'applique à l'exercice de la puissance dans le domaine politique.

En philosophie, on distingue le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel.

Le pouvoir spirituel est celui qu'une personnalité marquante exerce ou vise à exercer au nom de principes religieux ou moraux. Le pouvoir temporel est celui d'un puissant qui détient la force matérielle par laquelle il peut imposer sa volonté.

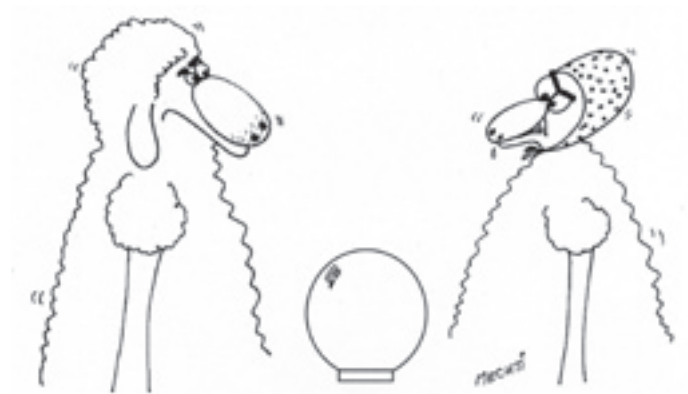
Historiquement, ces deux expressions évoquent en particulier les conflits qui ont opposé en Europe l'église et les états.

Le pouvoir est proche de la question de la possibilité. Si l'on n'a pas la capacité, on ne peut pas. On ne peut que si personne ne nous entrave le chemin. Si on est paralysé par la peur, on est dans l'impossibilité. Il y a donc un ensemble de conditions pour avoir le pouvoir, c'est-à-dire avoir la possibilité de faire quelque chose.

« Nous sous-estimons souvent le pouvoir d'un contact, d'un sourire, d'un mot gentil, d'une oreille attentive, d'un compliment sincère, ou d'une moindre attention ; ils ont tous le pouvoir de changer la vie. »

(Léo Buscaglia)

Paroles d'habitants : c'est la base de tout et il appartient toujours à ceux qui sont en haut. Il crée le lien dominant / dominé. Les hommes politiques ont le pouvoir. Il faut avoir le pouvoir pour faire des différences.



- J'ai le pouvoir de vous prédire si vous finirez méchoui ou merguez.

Communautarisme

Néologisme, créé dans les années 80, par dérivation de communauté. Doctrine visant à l'organisation de la société sous forme de communautés de personnes partageant la même identité culturelle, ethnique ou religieuse par exemple.

Le communautarisme est un terme socio-politique désignant les attitudes ou les aspirations de minorités visant à se différencier volontairement et à se dissocier du reste de la société. En France, il peut être perçu comme menaçant la cohésion de la société au niveau national alors qu'au Québec il est perçu comme un terme plutôt socio-ethnique, une diversité participative dans la nation, issue de l'immigration.

À l'heure actuelle, le terme de communautarisme est utilisé à des fins précises. Il peut être vu comme une « forme d'auto-affirmation sur la scène publique de « communautés » (ethniques, culturelles, religieuses, de genre, etc...) exigeant d'être prises en compte comme telles, notamment par l'Etat ; repli réel ou supposé de ces « communautés » sur elles-mêmes. Le terme, en général rarement défini avec précision, est entré dans le langage politique français et est utilisé fréquemment à la place de multiculturalisme, en particulier pour souligner les effets néfastes du phénomène.

Aussi bien à gauche qu'à droite en France, le communautarisme est décrié, par la première plutôt au nom de la laïcité et par la seconde plutôt pour des raisons d'ordre nationaliste. Il convient de souligner que le mot n'existe pas en anglais et que c'est pourtant lui qui est utilisé lors des montées d'antiaméricanisme, pour dénoncer les aspects négatifs du modèle anglo-saxon.»

(« Dictionnaire des racismes, de l'exclusion et des discriminations », sous la direction d'Esther Benbassa, ed. Larousse 2010)

Il existe de nombreuses formes de communautarisme. Seules certaines sont dénoncées, pourquoi ? D'autres formes de communautarisme ne semblent pas être gênantes.

L'idée de "communautarisme" repose sur une lecture qui dénonce inlassablement le « risque », la « dérive », la « menace ». Les discours font du communautarisme l'incarnation de « l'éclatement », de la « fragmentation », ou encore de la « fissure ». Ce qui s'opposerait terme à terme avec « la République », dont le nom seul évoque « l'unité de la nation », mais aussi « la démocratie », « la paix », « la raison ».

Paroles d'habitants : La communauté, c'est quelque chose de rassurant, un refuge. C'est une solidarité, un soutien. Il y a une crise identitaire chez les jeunes. Ils ne savent pas s'ils sont français, ils ne savent pas où est leur place et le danger est le repli communautaire.



Quoi !! Tu n'as jamais vu quelqu'un pratiquer SERIEUSEMENT sa religion ?

Laïcité

Pouvoir Révolte Injustice Pauvreté
Expulsion Manipulation Université
Mouvements Résistance
Inégalité(s) Racisme Liberté d'expression
Laïcité Communautarisme Argent
Solidarité Violence Consommation

La laïcité désigne la séparation du civil et du religieux dans l'Etat. C'est la transcription de l'adjectif grec *laïkos*, et celui-ci est dérivé du substantif grec *laos*, qui signifie «peuple», «nation».

La loi de 1905, loi de séparation des Eglises et de l'Etat, interdit de subventionner les cultes et les besoins des croyants, à qui la « république garantit l'exercice de culte ». L'Etat et les collectivités locales sont propriétaires des lieux de culte catholiques construits avant 1905, ce qui représente 90 à 95 % des cathédrales, églises et chapelles de France.

L'adjectif « laïque », qui s'oppose d'abord à « clérical », peut aussi désigner l'indépendance par rapport à toute autorité religieuse. Pour les Républicains français de la troisième République, le cléricalisme renvoie, non à la religion, mais à la prétention du personnel religieux à régir la vie publique d'un Etat au nom de Dieu ou de croyances religieuses. La génération contemporaine en a tiré le néologisme laïcité.

La question de la laïcité est très présente dans le débat public aujourd'hui, souvent opposée à la religion de l'Islam. Poser un débat national autour de la laïcité ne permet-il pas d'éviter des questions plus prégnantes ? Par exemple, la loi d'interdiction du port de signes religieux « ostensibles » dans les établissements scolaires et la polémique qu'elle a suscitée autour de la question du foulard n'a-t-elle pas permis au gouvernement de cacher les vraies questions concernant l'école aujourd'hui ? Violences, discriminations, ségrégation scolaire, inégalités des chances, classes surchargées sont des problèmes qui doivent être combattus à l'aide de vraies solutions impliquant la remise en cause de la politique sociale de notre pays.

Paroles d'habitants : Diversité, liberté, complicité. La laïcité c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat mais elle n'empêche pas la liberté de culte. Peut-on dire que la France est un pays laïque alors que l'on a droit à des jours fériés comme la Pentecôte, qui est le jour de la descente de l'esprit saint chez les chrétiens ?

« La laïcité, c'est le droit à la différence sans différence de droits »
(Saïd Bouamama)



Inégalité(s)

Du latin *in*, privé de, et de «*aequalis*», de «*aequus*», uni, juste.
L'*inégalité* est le caractère de ce qui n'est pas égal.

Les inégalités sont au fondement de la constitution des sociétés humaines en structure hiérarchisée. En effet, l'accès inégal aux ressources socialement valorisées distribue des individus en différents groupes sociaux.

Certains régimes sont, par construction, fondés sur l'inégalité. Exemples : l'Ancien Régime avec les trois ordres (Noblesse, Clergé, Tiers-état), le système de castes en Inde, l'Apartheid en Afrique du Sud. Selon la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : « les hommes naissent libres et égaux en droit ».

«La République doit un égal respect et une égale protection à chacun-e et ses concitoyen-nés...Ce qui est en revanche malsain c'est que ces réactions ne soient pas aussi systématiques face aux violences aux discriminations et aux injures anti-Noirs, anti-Arabes ou Anti-Musulmans qui se multiplient.

Toutes les enquêtes sociologiques et tous les rapports s'accordent en revanche (...) Sur le fait que ce sont les Noirs et les Arabes qui subissent massivement la violence policière (...) Que la discrimination à l'embauche, au logement, dans les lieux de loisirs, à l'école ou face à la justice frappent massivement des Noirs et des Arabes (...)

L'origine du problème est un système politique, un ordre social et symbolique objectivement raciste, organisé autour d'un étalon majoritaire qu'est le bourgeois français blanc de culture chrétienne- qu'il soit croyant ou athée. C'est à ce système qu'il faut s'attaquer pour traiter le problème à sa racine »

(Sylvie Tissot, Pierre Tévanian - Les mots sont importants éd. Libertalia .2010 P.130à134)

Paroles d'habitants : elles sont dues à une mauvaise distribution, un mauvais partage. Les inégalités ont toujours existé mais avant on n'en parlait pas, c'est une question de médias. Elles sont là quotidiennement, dans la vie de tous les jours. L'égalité des chances, je le dis à mes filles, elle n'existe pas. Elles doivent travailler deux fois plus pour arriver au même résultat. C'est la réalité. Le fait qu'un enfant vienne d'une Z.E.P (zone d'éducation prioritaire) le pénalise et on ne peut parler d'égalité des chances.

A l'échelle mondiale, les inégalités continuent de se creuser entre pays du Nord et pays du Sud.

2,7 millions d'américains gagnent autant que 100 millions des plus pauvres dans le monde.

Les 20 % des plus riches de la planète consomment 45 % de la viande, 58% de l'énergie, 74% des lignes téléphoniques, 84% du papier, 87% des véhicules.



Injustice

Caractère de ce qui est injuste. Acte injuste.

L'injustice peut se traduire comme un manque d'égalité ou d'équité.

L'injustice est un concept négatif dans le sens où sa signification dépend de la notion de justice que l'on retient. Cependant, même si la justice est un terme universel, sa définition et ses conceptions n'en restent pas moins variables selon les pays, les cultures ou les époques. Communément, le juste est ce qui est conforme à la loi. Seulement, la loi est-elle juste ? Son application ne produit-elle pas des injustices ?

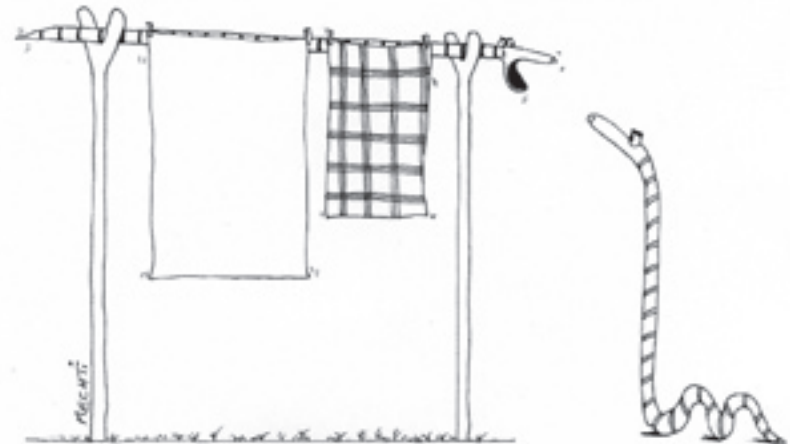
N'est-ce pas la loi qui a fixé les règles de la ségrégation raciale aux États-Unis, interdit les mariages mixtes ou les emplois de responsabilité pour les noirs en Afrique du Sud pendant l'apartheid ? Par ailleurs, est-il juste d'interdire l'accès aux emplois de la fonction publique pour les étrangers résidant en France alors qu'ils représentent presque un tiers des emplois ?

Le terme justice fait l'objet d'une bataille intellectuelle et différents courants s'opposent. Pour certains, à partir du moment où l'État assure l'accès aux droits fondamentaux tels que la santé, le logement ou l'éducation, chaque individu est alors responsable dans l'utilisation et la valorisation de ces droits. La position de chacun dans la société dépend donc de la responsabilité individuelle et du mérite.

Seulement, sommes-nous tous égaux face aux droits ? L'histoire personnelle, la culture ou le statut social ont une influence sur l'exercice de ces droits et ces caractéristiques peuvent générer une position de dominé. Par exemple, entre un enfant d'ouvrier ou de cadre supérieur, la réussite scolaire ne sera pas la même ainsi que l'orientation pour les études supérieures.

La justice, ne serait-ce pas assurer à des individus affranchis de toute domination et autonomes, des conditions de choix équivalentes sur la vie qu'ils souhaitent mener ?

Paroles d'habitants : L'injustice amène l'envie et la jalousie. C'est la mauvaise distribution des richesses.



- C'est injuste... Chaque dimanche on m'utilise pour étendre le linge!

Racisme

Pouvoir Révolte Injustice Pauvreté
Expulsion Manipulation Résistance
Mouvements Racisme Liberté Expression
Inégalité(s) Communautarisme Argent
Laïcité Solidarité Violence Consommation

Du latin ratio, ordre, catégorie, espèce, partie. Idéologie fondée sur la croyance qu'il existe une hiérarchie entre les groupes humains, les "races"; comportement inspiré par cette idéologie. 2. Attitude d'hostilité systématique à l'égard d'une catégorie déterminée de personnes.

Le racisme est un système de croyances individuelles ou collectives selon lesquelles il existe des « races » dans l'espèce humaine et une hiérarchie entre elles. Les individus sont réduits à un ensemble de critères identitaires considérés comme spécifiques et sur lesquels il est porté des jugements de valeur : inférieurs, nuisibles...

Ces théories ont parfois légitimé des doctrines politiques racistes affirmant la domination d'une « race » considérée comme supérieure sur les autres. Des droits, reconnus à certains, sont contestés à d'autres, comme dans l'apartheid ou l'esclavage. La domination passe parfois aussi par la violence et la mort : les génocides arméniens ou rwandais ou la Shoah en sont des exemples.

Si, biologiquement, rien ne permet de constituer des races, ni a fortiori de fonder une quelconque hiérarchie entre elles, il ne suffit pas de démontrer par la science que les races n'existent pas pour empêcher les manifestations du racisme. Les préjugés sont ancrés dans le langage et se nourrissent des difficultés économiques, des angoisses et des peurs sociales.

Le racisme persiste dans la vie quotidienne, sous forme de discriminations, de mépris, d'hostilité, etc. Le « racisme ordinaire » est basé sur des idées reçues : certaines personnes sont identifiées par des marques corporelles (couleur de peau, tenue vestimentaire, manière de se tenir et de parler) et le regard porté sur elles en devient classant. Cette différenciation entre « eux » et « nous » est liée à un ensemble de préjugés : « les noirs ont la musique dans la peau », « les gitans sont des voleurs », etc. Ces jugements réduisent et enferment les personnes qui les subissent.

Pourtant puni par la loi en France, le racisme existe et les inégalités d'accès à l'emploi, au logement ou à certains services en témoignent. Ces dernières années, le racisme ordinaire se développe de manière insidieuse, sous couvert de bon sens ou de défense de valeurs morales.

« Moins le blanc est intelligent, plus le noir lui paraît bête. »

(André Gide - 1869-1951 - Voyage au Congo - 1926)

« Je suis de la race de ceux qu'on opprime. »

(Aimé Césaire - 1913-2008)

Paroles d'habitants : c'est vouloir éliminer l'autre, lui faire du mal.

Je suis raciste...
Mais je me soigne
avec du Racista 20 mg



Expulsion

Pouvoir Révolte Injustice Pauvreté
Expulsion Manipulation
Mouvements Racisme
Inégalité(s) Laïcité Communautarisme Argent
Solidarité Violence Consommation

Action d'expulser, d'exclure. Mesure administrative obligeant un étranger dont la présence peut constituer une menace pour l'ordre public ou un étranger en situation irrégulière à quitter le territoire national.

D'une manière générale, le mot expulsion désigne un rejet, l'action d'expulser. Les expulsions peuvent être de différents ordres : expulsion d'un locataire, d'un squat, de « sans papiers »... L'expulsion s'appuie sur des lois et des procédures juridiques pour encadrer cette action.

L'expulsion des étrangers et plus largement de populations jugées « indésirables » n'est pas un phénomène nouveau. L'histoire de peuples, tels que les juifs ou les tziganes, est traversée par le rejet et les migrations forcées de ces communautés. Dès le XIII^{ème} siècle, les juifs sont chassés des pays où ils vivaient depuis des siècles dans un contexte de christianisation de l'Europe. Les transferts de population sont aussi massifs au XX^{ème} siècle avec, par exemple, l'expulsion des palestiniens pour créer l'État d'Israël à la suite de l'holocauste.

Aujourd'hui, le terme expulsion évoque plutôt le visage d'immigrés clandestins, travaillant parfois depuis très longtemps en France et toujours à la merci d'une reconduite à la frontière. L'immigré clandestin est stigmatisé et associé à l'image d'un « corps furieux », porteur de dangers multiples. Depuis quelques années, les expulsions sont devenues plus massives et sont valorisées dans le discours politique comme une réussite de la politique sécuritaire de la France. Le ministère de l'intégration et de l'immigration se targue ainsi d'une augmentation de 140 % et d'avoir atteint le chiffre nauséeux de 25 000 expulsions pour 2008. Au delà de ces statistiques, quelle est la place de l'humain ?

Paroles d'habitants : ce qui s'est passé pour les Roms rappelle Hitler avec les juifs. On accueille des personnes, on leur donne un espoir et après on les exclut, c'est humiliant. Chasser et expulser, c'est la même chose.

« Il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers : pas cette société des sans-papiers, des expulsions, des soupçons à l'égard des immigrés, pas cette société où l'on remet en cause les retraites, les acquis de la Sécurité Sociale, pas cette société où les médias sont entre les mains des nantis. »

(Stéphane Hessel, indignez vous ! Indigène édition, décembre 2010)



Pauvreté

Pouvoir Révolte Injustice Pauvreté
Expulsion Manipulation Responsabilité
Mouvements Racisme Liberté Expression
Inégalité(s) Communautarisme Argent
Solidarité Laïcité Violence Consommation

n.f (latin paupertas) État de quelqu'un ou de quelque chose qui est pauvre. Se dit de quelqu'un qui a peu de ressources, peu de biens. Se dit de quelqu'un ou de quelque chose qui est médiocre, de peu de valeur. Synonymes : dénuement, gêne, indigence, misère.

Les formes de la pauvreté ont considérablement évolué ces dernières années. Alors que la pauvreté ne concerne qu'une faible partie de la population et se concentre sur les personnes les plus à la marge durant les Trente Glorieuses, aujourd'hui, elle gagne les classes intermédiaires.

Les catégories qui pouvaient faire sens lors des Trente Glorieuses n'en ont plus guère aujourd'hui. Des termes comme employés, ouvriers, cadres ou classes populaires ne désignent plus la même réalité sociale. Le découpage de la société actuelle n'est plus réalisé entre ces classes distinctes, mais entre les populations des précaires, des protégés et des compétitifs¹. Le chômage est une réalité pour un nombre toujours plus important de salariés. Ainsi, en l'espace de vingt ans, le risque de perdre son emploi dans l'année a augmenté de 30 %. Le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim a presque doublé entre 1982 et 2002.

Cette nouvelle pauvreté se définit désormais par le terme de **précarité**. Dans le domaine économique et social, la précarité est l'absence des conditions et des sécurités permettant à une personne, à une famille, à un groupe d'assumer pleinement leurs responsabilités et de bénéficier de leurs droits fondamentaux. La précarité est caractérisée par une forte incertitude.

Face à cette précarité, les protections collectives se révèlent insuffisantes. Par exemple, des nouvelles protections comme le RSA cherchent davantage à limiter les effets du marché plutôt que d'agir directement sur celui-ci. Plus largement, la précarité interroge notre modèle du travail. Effectivement, face à ces transformations, le changement de norme est majeur puisqu'il s'agit de passer de l'emploi à temps plein à l'autonomie financière tout au long de la vie avec des transitions pour la vie familiale, des formations, une reprise d'études, activités bénévoles, congé sabbatique...

Paroles d'habitants : Nous sommes devenus des « riches pauvres ». Même en travaillant, on n'y arrive pas. Le coût de la vie a trop augmenté.



Argent

Métal précieux, blanc très ductile et malléable et que l'on trouve en filon à l'état natif, dans les minerais, galènes et pyrites à l'état de sulfure. mêlé à une certaine quantité de cuivre, sert en particulier à faire des pièces de monnaie. Toute monnaie, de quelque métal que ce soit, de quelque nature qu'elle soit (billet, pièces, etc...).

V. Capital, fonds, fortune, monnaie, numéraire, pécule, recette, ressource, richesse.

Pop. Braise, flouse, fric, galette, oseille, pépètes, pèze, picailon, pognon...

Les puissances d'argent dominent la vie politique, comme les groupements financiers ou les banques.

Argentier : n.m, ironique ; celui qui prête ou fournit de l'argent (le grand argentier = le ministre des finances - synonyme).

Désargenté : familier. Etre démuné d'argent.

La course à l'argent n'est pas une nouveauté et l'économie n'est pas au service des individus. Ce sont les individus qui sont au service de l'économie. Pour vivre, l'argent est devenu presque aussi indispensable que l'air et celui qui n'arrive pas à joindre les deux bouts est souvent amené à constater qu'il ne vaut rien, en tout cas pas grand chose aux yeux des autres. Il y a peu, il était de bon ton pour certains de dénoncer « les assistés ». Aujourd'hui, chacun voit la pauvreté à sa porte car la précarité se généralise.

« Le pouvoir de l'argent (...) n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat. Les banques, désormais privatisées, se montrent d'abord soucieuses de leurs dividendes, et des très hauts salaires de leurs dirigeants, pas de l'intérêt général. L'écart entre les pauvres et les plus riches n'a jamais été aussi important; et la course à l'argent, la compétition, autant encouragée. »
(Stéphane Hessel, indignez vous ! Indigène édition, décembre 2010)



- Je l'ai entendu dire qu'il attendait les soldes pour nous acheter à manger !

Consommation

du lat. *Consummation*, de *consummare*, additionner faire de la somme ,mais dont le sens est en réalité dérivé de *consumere*, dépenser , consommer, épuiser).

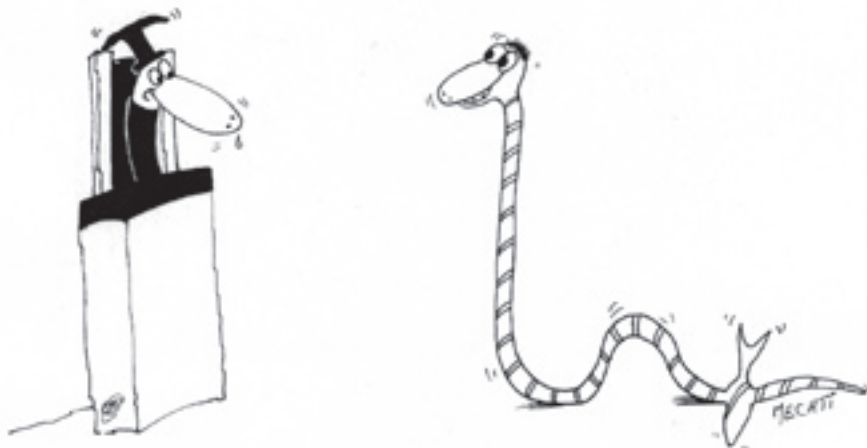
En économie, la consommation est la fonction essentielle de la vie économique consistant dans la satisfaction des besoins individuels (produits, biens, services) et constituant l'opération finale de la chaîne économique que précèdent la production et la distribution. Biens de consommation : objets qui sont directement utilisables (ex : aliments, vêtements, meubles ,etc...).

Aujourd'hui, on parle de la société de consommation, terme critique dirigé contre les sociétés industrielles capitalistes, du régime économique, politique et social de ces sociétés dont toute l'activité viserait, en vue du maximum de profit, la vente des objets de consommation, dont une grande partie ne répondrait qu'à des besoins artificiels, créés par la publicité ; cette société serait ainsi en réalité une société de production.

Le terme de consumérisme s'en approche. Il désigne l'ensemble des doctrines, actions et organisations ayant pour objectif la défense des intérêts des consommateurs. La forme la plus fréquente du consumérisme est l'association de consommateurs. Ses actions couvrent les domaines de la protection, de l'information, de l'éducation et le respect des droits des consommateurs.

Le terme consumérisme est parfois utilisé en sociologie ou dans le langage courant pour qualifier une idéologie économique où la consommation de biens et services dispose d'une place capitale dans la société, sans qu'une idéologie politique lui soit clairement associée ou, si c'était le cas, de manière subtile et insidieuse. On parle alors de société de consommation.

Paroles d'habitants : Nous sommes dans une consommation à outrance. Quand on a envie de rien on passe pour anormal. C'est la société qui veut ça.



- Je le jure sur ma dent droite que je n'ai mangé aucun poisson.

Liberté d'expression

La liberté d'opinion et d'expression que l'on peut définir comme «la possibilité d'exprimer librement ses opinions sans en être inquiété par autrui» est l'une des premières libertés politiques et plus généralement libertés fondamentales. Son antithèse est la censure.

Les origines de la liberté d'expression sont à trouver dans le monde occidental. Il s'agit d'une tradition laïque, républicaine et démocratique, qui a commencé à émerger vers la fin du 18ème siècle. Auparavant, une telle liberté était réservée aux autorités royales, seigneuriales ou religieuses.

En 1789, le peuple français a été libéré de la tutelle de la monarchie absolue, et ses représentants dans l'Assemblée nationale considéraient tout le monde, hommes et femmes, comme des égaux, ayant les mêmes droits fondamentaux. Depuis 1972, sont punis par la loi :

- ceux qui « auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance ou non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée » et « tout dépositaire de l'autorité publique ou citoyen chargé d'un ministère de service public » qui, au nom de ces mêmes raisons, « aura refusé à une personne le bénéfice auquel elle peut prétendre. »

Au niveau international, la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'O.N.U en 1948, assure la liberté d'expression dans article 19 : « Tout individu a droit à la liberté d'expression... sans considération de frontières ».

Peut-on tout dire au nom de la liberté d'expression ? Certains de nos gouvernants actuels et journalistes ont été condamnés pour incitation à la haine raciale : est-ce légitime qu'ils soient encore à leur poste ? N'ont-ils pas un devoir de réserve du fait de leur place dans la société ?

Paroles d'habitants : On peut aller loin au nom de la liberté d'expression, jusqu'à avoir des propos racistes, c'est ce qu'ont fait nos ministres. Il faut quand même mesurer ses mots, réfléchir avant de parler, mais en même temps rester libre de ses opinions. La liberté d'expression apporte la richesse du dialogue.



Résistance

Pouvoir Révolte Injustice Pauvreté
Expulsion Manipulation
Mouvements Racisme
Inégalité(s) Laïcité Communautarisme Argent
Solidarité Violence Consommation

1. Phénomène physique qui s'oppose à une action ou un mouvement . 2. Fait de résister, d'opposer une force (à une autre), de ne pas subir les effets (d'une action). Résistance d'un corps au choc, d'une pierre à l'érosion, d'un textile à l'usure. 3. Force qui s'oppose (à une autre, tend à l'annuler). 4. Action humaine Action par laquelle on essaie de rendre sans effet (une action dirigée contre soi). La résistance à l'oppression est un des droits de l'homme. « Quand l'autorité devient arbitraire et oppressive ...la résistance est le devoir et ne peut s'appeler révolte ». (Mirabeau). 5. Synonyme : combattre, désobéir, se rebeller, tenir le coup, tenir tête.

La résistance à l'oppression est, selon la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 26 août 1789, un droit naturel, inaliénable et sacré de l'homme.

De tous temps, face à l'oppression, des hommes et des femmes se sont levés et ont résisté. Mais qu'est-ce que résister ? Comment des individus « ordinaires » parviennent-ils à lutter sans armes dans des situations d'extrême violence ? Est-ce que résister c'est commencer par dire « non plus jamais ça », pour affirmer sa propre dignité et se libérer de la peur ? Et est-ce que la force des mots et des symboles restent les formes de résistance les plus évidentes des résistances sans armes ?

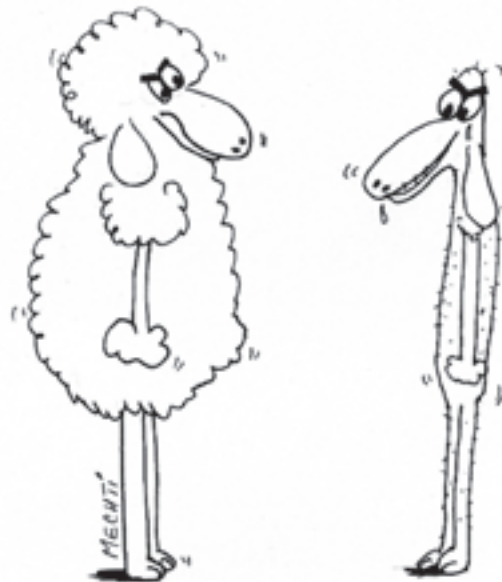
« Le mot résister doit toujours se conjuguer au présent »

Lucie Aubrac

« ...Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent
Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps
Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir
Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant ».

Louis Aragon (le roman inachevé écrit à la mémoire du groupe Manouchian exécuté par la Gestapo le 23 février 1944. Ce poème est chanté par Léo Ferré sous le titre l'Affiche rouge

Paroles d'habitants : On tient bon. On peut résister en se serrant les coudes, en s'entraînant .



- J'ai beau résister... Ils ont fini par me tondre !

Mouvement

Changement de position, déplacement.

Le mot mouvement recouvre plusieurs sens : en anatomie, le mouvement du corps ; en musique, le mouvement d'une symphonie ; en physique, le mouvement d'un pendule, etc. On parle aussi de mouvement artistique, religieux, social.

Dans ce sens, le mot mouvement devient alors l'expression collective d'une opinion ou d'une émotion, ou encore une transformation de l'ordre social visant à produire un changement d'idées, d'opinions, ou d'organisation sociale. Par extension, les mouvements ont parfois désigné les organisations (syndicats, partis politiques, etc.) qui dirigent ou organisent traditionnellement le mouvement social.

Les mouvements sociaux ont toujours existé, prenant tantôt la forme de révoltes, tantôt des formes plus pacifiques. Aux États-Unis, le mouvement des droits civiques (Civils Rights Movement, 1945-1970) a mis un terme à la ségrégation raciale et permis d'acquérir l'égalité des droits politiques pour tout citoyen Américain. Ce mouvement, principalement non-violent, a été symbolisé par Martin Luther King et le boycott des bus de Montgomery. Il a permis la transformation du statut des Noirs américains et l'exposition publique d'un racisme persistant au sein de la société.

Ces dernières années, les mouvements sociaux se sont développés pour tenter de sauvegarder les acquis de la libération : mouvement pour la défense de la protection sociale en 1995, contre le recul de l'âge de la retraite en 2010. Dans le même temps, ils se sont diversifiés souvent à d'autres champs comme le droit au logement, la défense des sans-papiers, le mouvement des chômeurs, la préservation de notre environnement.

« L'histoire sociale enseigne qu'il n'y a pas de politique sociale sans un mouvement social capable de l'imposer ».

(Pierre Bourdieu)

Paroles d'habitants : Il y a des mouvements collectifs, certains sont structurés et certains spontanés. Pour qu'il y ait un mouvement collectif, il faut une organisation, et que les choses soient intellectualisées.



Révolte

Pouvoir Révolte Injustice Pauvreté
Expulsion Manipulation Un paralysé
Mouvements Résistance
Inégalité(s) Racisme Liberté d'Expression
Laïcité Communautarisme Argent
Solidarité Violence Consommation

Soulèvement contre l'autorité établie, rébellion. Refus d'obéissance, opposition à une autorité quelconque. Sentiment violent d'indignation, de réprobation.

La révolte, c'est l'affirmation individuelle ou collective d'une indignation. Se révolter, c'est manifester un désir de changement et de transformation avec l'objectif de dépasser l'absurde d'une situation. Les révoltes éclatent surtout en réaction à des injustices : inégalité sociale, économique, religieuse... La révolte s'oppose au renoncement et marque le refus d'un peuple ou d'un individu face à une situation considérée comme intolérable. Elle se caractérise par une alchimie entre la violence d'en haut face à la puissance d'en bas. L'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 affirme ainsi : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus impensable des devoirs ».

Le refus d'obéissance a traversé l'histoire et les époques. Par exemple, en 1955, lorsque Rosa Park refuse les lois de ségrégation appliquées dans les bus aux États Unis, cet acte prend une portée plus large et joue un rôle de déclencheur dans le combat des noirs américains pour l'égalité à travers le mouvement pour les droits civiques.

Par ailleurs, alors qu'un vent de révolte traverse le Maghreb et le Moyen Orient depuis quelques mois, comment ne pas saluer et encourager cette aspiration à la liberté face à des régimes autoritaires en place depuis trop longtemps, corrompus et en complet décalage avec les aspirations d'un peuple. Cependant, le regard occidental porté sur ces révoltes populaires interroge sur l'arrogance et le maintien d'un culturalisme post-colonial.

La démocratie serait-elle l'apanage des pays occidentaux ?

Pourquoi soulever systématiquement le spectre islamiste et condamner par avance l'espoir au nom d'une possible dérive ?

Qu'avons-nous à apprendre à ces peuples sinon d'apprendre de ces mouvements populaires ?

Les pays arabes seraient ils condamnés à d'abominables dictatures et incapables d'aboutir à des démocraties « éclairées » ?

Paroles d'habitants : La révolte est une forme d'expression de la colère. C'est un combat. Ça amène un cercle vicieux car il n'y a pas forcément de résultats concrets. On a l'impression que la révolte des gens ne fait absolument rien changer, c'est un éternel recommencement.



Solidarité

Du latin « solidus », entier, lien unissant entre eux les débiteurs d'une somme.

La solidarité humaine est un lien fraternel et une valeur sociale importante, qui unit le destin de tous les hommes les uns aux autres. C'est une démarche humaniste qui fait prendre conscience que tous les hommes appartiennent à la même communauté d'intérêt.

Le mot solidarité se rapproche de coopération, qui désigne l'action de participer à une oeuvre, à un projet commun. La coopération est la capacité de collaborer à cette action commune ainsi que les liens qui se tissent pour la réaliser.

C'est un mode d'organisation sociale qui permet à des individus ayant des intérêts communs de travailler ensemble avec le souci de l'objectif général. Elle nécessite un certain degré de confiance et de compréhension.

Aujourd'hui, nous pouvons parler de « Délit de Solidarité : le délit d'aide à l'entrée d'un étranger en France a été introduit dans l'ordonnance du 2 novembre 1945 régissant l'entrée et le séjour des étrangers, dont l'origine remonte au décret-loi du 2 mai 1938 sur la police des étrangers.

Le délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour d'un étranger est actuellement prévu par les articles L622-1 et L622-10 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA). Le premier stipule que « toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier, d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30 000 euros ». Les articles suivants prévoient des peines complémentaires et aussi des exceptions, dont l'exemption de poursuites s'appliquant aux actes des défenseurs des droits des étrangers « lorsque l'acte reproché était, face à un danger actuel ou imminent, nécessaire à la sauvegarde de la vie ou de l'intégrité physique de l'étranger ».

(« Dictionnaire des racismes, de l'exclusion et des discriminations », sous la direction d'Esther Benbassa, ed. Larousse 2010)

Paroles d'habitants : S'il n'y a pas de solidarité, on ne peut rien faire. C'est quelque chose d'important !



Quelques ouvrages pour aller plus loin :

E. Lévinas, les droits de l'homme et les droits d'autrui en indivisibilité des droits de l'homme, Actes de 11ème Colloque inter-universitaire, Edit. Universitaires, Fribourg, 1985, p.37

M.Demas-Marty et C. Lucas de Leyssac : libertés et droits fondamentaux, introduction et commentaires ed. Seuil 1996, coll. Points.

H. Fallada, Seul dans Berlin, Paris, Gallimard 2004 « folio »

S. Haffner, histoire d'un allemand souvenirs de 1914-1933, Julliard pocket 1987

G. Orwel, 1984 Paris Gallimard « folio »

Fatou DIOME, La préférence nationale, présence africaine, Paris 2001

Youssef Amine Elalamy, Les clandestins, au diable Vauvert éditeur, Paris 2001

Ahmed boubeker Familles de l'intégration, Stock, Paris 1999

Collectif, La Mosquée dans la cité, la médina édition, Paris 2001

Abdelmalek Sayad, la double absence, des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré Seuil 1999

R. Vautier, Avoir 20 ans dans les Aurès Doriane film, Paris, 140 minutes, www.dorianefilms.com

D. Gheebant, La République Marseille (les combattants de la fraternité) sept documentaires

S. George, Leur crise, nos solutions, Albin Michel, 2010

S. George, Comment meurt l'autre moitié du monde, Penguin, 1976

S. Hessel, Indignez vous !, ed. Indigène, 2010

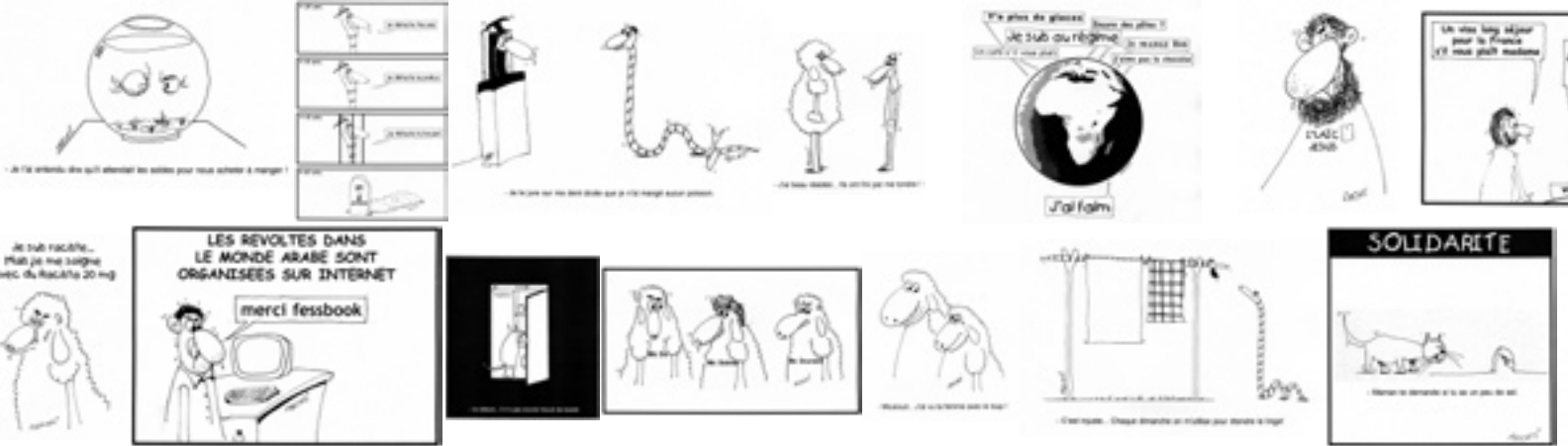
S. Bouamama, La France, autopsie d'un mythe national, Paris, Larousse, coll. « philosophe », 2008

Remerciements :

Merci à Khadija, Awatef, Farida, Nicole, Dolorès, Raymonde, Luce, Yvette et Hortense, habitantes de Surieux, pour leur précieuse contribution à l'élaboration de ce lexique.

Ce document a été réalisé avec l'aide des bénévoles du collectif Cité Plurielle.

Illustrations : Abdelkrim Mechti.



DERRIÈRE LES MOTS...

Sens et détournements des mots



cité plurielle
 SEMAINE CONTRE LE RACISME
 ET POUR L'ÉGALITÉ

Cité plurielle, semaine contre le racisme et pour l'égalité - Édition 2010